

COMMUNIQUE DE PRESSE
Spécial « Endettement »

Le Centre Marocain de Conjoncture a le plaisir de vous annoncer la parution de sa dernière lettre mensuelle « Maroc Conjoncture » n° 274. Il s'agit d'un spécial portant sur l'endettement.

Quels plans de désendettement en Europe ? Cas de l'Espagne et de la France

La forte dégradation des finances publiques suite à la crise s'est accompagnée d'interrogations croissantes sur la soutenabilité de la dette publique. Dans ce contexte, le redressement des finances publiques devient un impératif des gouvernements de la zone Euro. L'Espagne a largement entamé le processus de son désendettement au moyen d'un important plan d'austérité et de réformes structurelles tout en ayant retrouvé le chemin de la croissance. En France, l'effort de désendettement est jugé insuffisant.

Dette publique: Une hausse inquiétante

La hausse du niveau de la dette et du taux d'endettement, observée au cours de ces dernières années inquiètent. Un endettement excessif pourrait conduire à terme à une dette insoutenable. Cette situation fragiliserait les finances publiques du Maroc et freinerait la croissance. Le recours à un ajustement structurel pour corriger les dérapages des déficits budgétaires pourrait être très coûteux et aurait des répercussions sur les générations futures. La prudence est donc nécessaire et une orientation des dépenses publiques vers des activités productives, dans de telles conditions, est plus que souhaitable.

Au Maroc le taux d'endettement du Trésor est passé de 61,5% en 2013 à 63,4% en 2014. Ce taux n'était que de 45,4% en 2008. Cette tendance haussière est préoccupante. Elle doit faire l'objet d'une attention particulière de la part des gestionnaires de la dette publique pour éviter au pays, à l'avenir, des politiques de restauration qui pourraient s'avérer très coûteuses.

Endettement bancaire: Impacts différenciés sur la diversification productive

Les nombreux Plans sectoriels mis en place par les pouvoirs publics au cours des dernières années ont pour finalité d'aider à une modernisation des entreprises via la diversification productive de l'économie nationale. La distribution du crédit est l'un des leviers mobilisés par les politiques publiques pour la réalisation de tels objectifs. Dans cette perspective, l'étude des crédits bancaires ventilés selon les différentes branches d'activité permet-elle d'apporter des éléments de réponse à ces préoccupations de la politique économique ?

Dettes des entreprises: Emprunts bancaires en hausse pour couvrir les besoins de trésorerie

Compte tenu de leur sous-Capitalisation chronique conjuguée à la modicité de l'autofinancement, la croissance des entreprises non financières (ENF) dépend grandement des concours externes, et notamment des emprunts bancaires qui représentent, au terme de 2014, plus de 68% de l'encours total de la dette de ces ENF: évolution et utilisation de ces concours bancaires au cours des dernières années ?

Endettement des ménages: Un potentiel de croissance important

Les ménages au Maroc jouent un rôle important dans l'économie. C'est le premier acteur en termes de consommation finale (74%) et d'épargne (63%), et le deuxième pour ce qui est de l'investissement (34%). Concernant l'endettement, les ménages ne sont pas assez bien positionnés par rapport aux autres agents et particulièrement l'État et les entreprises. Parmi les facteurs qui expliquent cette situation, citons le faible taux de bancarisation qui ne dépasse pas guère le seuil de 30% et la prédominance des revenus provenant du secteur informel. Toutefois, au cours des dix dernières années, une mutation importante s'est opérée dans ce domaine. Entre 2002 et 2014, la dette globale des ménages a été multipliée par plus de trois. L'achat de logement à crédit a été le facteur principal derrière cette évolution exceptionnelle.

Endettement public: Quelles perspectives de soutenabilité ?

L'endettement public n'a cessé de s'alourdir depuis la fin de la dernière décennie avec une nette accélération ces dernières années. La dette publique consolidée est passée de 385 Milliards de DH en 2007 à plus de 720 Milliards en 2014, enregistrant un accroissement de 9,3% par an. Au plan macroéconomique, le poids de la dette qui s'apprécie par référence au PIB a atteint en 2014 le ratio de 78 %, en hausse de 18 points par rapport à l'année 2007. Comparé aux agrégats budgétaires, l'encours de la dette publique qui représentait au milieu de la dernière décennie un peu plus du double des ressources ordinaires du Trésor en constitue désormais plus du triple. Les scénarios prospectifs pour les années à venir semblent, au vu des tendances macroéconomiques actuelles, privilégier l'hypothèse d'une inflexion sensible de la courbe d'endettement et, conséquemment, d'une réduction du taux d'endettement public. Le ratio d'endettement du Trésor public dont la courbe culminerait en 2017 à 68 % du PIB pourrait connaître un retournement progressif pour se réduire à près de 60 % à l'horizon 2020.